Bujumbura interpelle l’UA sur "son premier devoir" de défendre ses membres

PANA,Â 26 mai 2018 Bujumbura, Burundi - Le gouvernement burundais a interpellÃ© vivement, vendredi, dans une dÃ©claration officielle, lâ€™Union africaine (UA) sur "son premier devoir de dÃ©fendre les intÃ©rÃªts des Etats membres" et no "ceux des puissances nÃ©ocolonialistes", en rÃ©action aux diverses critiques sur la tenue "non concertÃ©e" du rÃ©fÃ©rendum constitutionnel du 17 mai ayant recueilli plus de 73% de "Oui" et moins de 20% de "Non" pour un taux de participation de 96%.

La dÃ©claration cible le prÃ©sident de la Commission de lâ€™UA, Mahamatt Faki, pour une correspondance alertant le MÃ©diateur principal de la sous-rÃ©gion dans le dialogue inter-burundais, Yoweri Museveni. La correspondance pressait le MÃ©diateur et actuel chef de lâ€™Etat ougandais dâ€™user de ses prÃ©rogatives pour stopper des rÃ©formes constitutionnell nature Ã compromettre les acquis de lâ€™Accord inter-burundais dâ€™aoÃ»t 2000, Ã Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la rÃ©conciliation, au sortir de plus dâ€™une dÃ©cennie de guerre civile. Dans sa rÃ©plique, le gouvernement burundais renvoie Â« plus dâ€™une dizaine de pays africains Â» ayant opÃ©rÃ© des rÃ©formes constitutionnelles similaires depuis 2015, Â« san lâ€™UA nâ€™affiche aucune protestation comme elle lâ€™a fait pour le Burundi Â». Les exemples les plus rÃ©cents que cite l dÃ©claration sont ceux du Rwanda Â« dont le prÃ©sident Paul Kagame est actuellement le PrÃ©sident en exercice de lâ€™UA et le Tchad Â« dont lâ€™actuel prÃ©sident de la Commission de lâ€™UA, Faki Mahammat, est ressortissant Â». Â« Faut-il alo dÃ©duire que la position de M. Faki sur le Burundi serait une faÃ§on de dÃ©savouer le rÃ©fÃ©rendum organisÃ© dans son pro pays?Â», sâ€™interroge la dÃ©claration. Le gouvernement burundais rappelle Ã lâ€™UA que son premier devoir est de dÃ©fe de protÃ©ger les intÃ©rÃªts de ses Etats membres Â« et non ceux de leurs anciens colonisateurs Â». Au niveau local, la Coalition des indÃ©pendants Â« Amizero yâ€™Abarudi Â» (Espoir des Burundais, opposition) a saisi, jeudi, la Cour constitutionnelle de Â« fraudes Ã©lectorales et dâ€™irrÃ©gularitÃ©sÂ» qui doivent donner lieu Ã lâ€™invalidation des rÃ©sulta rÃ©fÃ©rendum et Ã la reprise du scrutin. Nombre dâ€™observateurs interprÃ¨tent les rÃ©formes politiques en cours comme u volontÃ© de lâ€™actuel chef de lâ€™Etat burundais, Pierre Nkurunziza, de chercher Ã briguer deux septennats, Ã partir de 20 annÃ©e de nouvelles Ã©lections gÃ©nÃ©rales et de conserver le pouvoir jusquâ€™en 2034 Ã la faveur de la nouvelle Constitu moins limitative de mandats que celle de 2005 qui nâ€™en prÃ©voyait que deux dâ€™affilÃ©e. L'EnvoyÃ© spÃ©cial des Natio au Burundi, Michel Kafando, a insistÃ©, jeudi, devant le Conseil de sÃ©curitÃ©, sur lâ€™impÃ©rieuse nÃ©cessitÃ©, pour la cla politique burundaise, Ã se rÃ©soudre enfin au dialogue sincÃ¨re et inclusif comme Â«seul moyen de mettre un terme Ã la crise Â» que traverse leur pays depuis les Ã©lections controversÃ©es et Ã©maillÃ©es de violences de 2015. Prenant nÃ©anmoins acte que Â« maintenant que le rÃ©fÃ©rendum pour une rÃ©forme de la Constitution est passÃ© Â», le diplomate burkinabÃ¨ a dit attendre Â« un signal fort Â» des autoritÃ©s burundaises en faveur d'une relance du dialogue inter-burundais. Dans un communiquÃ©, la France a Ã©galement Â« pris acte Â» des rÃ©sultats du rÃ©fÃ©rendum, tout en se disa trÃ¨s prÃ©occupÃ©e devant l'impasse politique" au Burundi oÃ¹ il existe Â« un risque que la situation ne se dÃ©grade". Dâ€™autres grands pays intÃ©ressÃ©s, comme les Etats-unis dâ€™AmÃ©rique et la Belgique, ancienne puissance tutrice du B ont Ã©galement Ã©mis des critiques envers un rÃ©fÃ©rendum qui manquait de Â« transparence Â» et tenu sur fond dâ€™intimidations envers les membres de lâ€™opposition. La Russie et la Chine plaident plutÃ´t Â« pour le respect de la souverainetÃ© nationale Â» du Burundi, leur protÃ©gÃ© de toujours au Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations unies.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});